

## International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Claude Martin, *Les Recherches actions sociales : miroir aux alouettes ou stratégie de qualification*, Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, Mission recherche expérimentation (MIRE), Documents Affaires sociales, Série « Le Point sur ». Paris, La documentation française (1986 ?)

Ricardo Zúñiga

Numéro 16 (56), automne 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034414ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034414ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Zúñiga, R. (1986). Compte rendu de [Claude Martin, *Les Recherches actions sociales : miroir aux alouettes ou stratégie de qualification*, Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, Mission recherche expérimentation (MIRE), Documents Affaires sociales, Série « Le Point sur ». Paris, La documentation française (1986 ?)]. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (16), 211–214.  
<https://doi.org/10.7202/1034414ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1986

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**Érudit**

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

leur mis à pied, le précaire triste continue à s'identifier au travail qu'il a perdu. On le retrouve surtout dans les couches plus âgées du néo-prolétariat.

À travers les débats théoriques sur la décomposition de la classe ouvrière et sur le rôle social subversif, ou non, des néo-prolétaires, à travers aussi des témoignages poignants d'exclus du travail *Les Vagabonds du rêve* trace donc les différentes figures du nouveau prolétariat. Les attitudes face au travail, les relations avec les travailleurs à plein temps et leurs organisations sont particulièrement bien explorées. L'objectif du livre ne se limite cependant pas à cela. Lesage veut aussi comprendre pourquoi les sans-statut ne rejoignent pas massivement des organisations comme le syndicat des sans-emploi qui, dans plusieurs pays, ont tenté d'assurer la défense de leurs intérêts. L'auteur formule une hypothèse à deux niveaux où des facteurs comme la non-identification des sans-emploi à leur non-statut et l'absence de gratification occupent une place fondamentale. Cette hypothèse de « l'impossible mouvement » c'est aussi celle de « l'impossible syndicat », une réflexion novatrice sur la place des sans-emploi dans le mouvement syndical actuel et futur. Oserons-nous dire avec l'auteur que le syndicalisme n'a d'avenir que s'il intègre les luttes des néo-prolétaires et leurs valeurs ? Cette conclusion, inacceptable pour certains, est terriblement à propos en cette époque où le nombre des marginalisés de l'emploi grandit sans cesse et où les jeunes, plus particulièrement, ont une image de plus en plus négative de l'action syndicale.

Lesage reste convaincu que les néo-prolétaires deviendront des acteurs sociaux en participant à la transformation du mouvement syndical. Si l'expérience du syndicat des sans-emploi a été un échec, nous dit-il, elle aura eu au moins le mérite de montrer le chemin qui reste à faire dans le but d'intégrer les sans-emploi au mouvement ouvrier.

Sans être un livre facile, l'ouvrage de

Lesage reste remarquablement accessible par la qualité d'une écriture simple et précise tout à la fois. *Les Vagabonds du rêve* donne la parole à des voix qui composent aussi la réalité prolétaire, voix souvent absentes des luttes « parce

qu'ignorées de ses principaux protagonistes ». Le livre devrait intéresser ceux que la sociologie du travail et les méthodes qualitatives préoccupent et, au-delà, un bien large public.

**Claude Martin, *Les Recherches actions sociales : miroir aux alouettes ou stratégie de qualification*, Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, Mission recherche expérimentation (MIRE), Documents Affaires sociales, Série « Le Point sur ». Paris, La documentation française (1986 ?).**

Ricardo Zúñiga, École de service social, Université de Montréal.

La recherche-inventaire de Claude Martin sur les commandites de recherche sociale en France permet un retour à la problématique de la recherche-action du numéro 5/45, 1981, de la RIAC. Elle s'ajoute à un bon nombre d'efforts récents pour cerner la recherche-action en tant que champ délimité et ayant une cohérence interne, et en tant qu'instrument distinct pour la production de connaissances. Elle représente un vaillant effort, mais son succès relatif à faire avancer la question amène à se demander sérieusement si ce que l'auteur n'a pas réussi à clarifier — malgré la rigueur et la profondeur de son analyse — n'est pas que l'évidence écrasante de l'impossibilité de l'entreprise.

La stratégie de la recherche commence par une délimitation du champ conceptuel : les « recherches-actions sociales », un concept que l'auteur restreint au social directement relié à la pratique du travail social, et ceci dans le contexte des recherches contractuelles, faites « avec l'appui financier des organismes à vocation administrative et non scientifique ».

Ainsi, la recherche inventaire choisit les rapports publiés dans l'espace de

deux ans, et qui répondent à cinq caractéristiques :

- les études retenues sont des études contractuelles, objets d'une commande locale ou nationale ;
- elles se limitent au secteur social, défini comme portant sur les pratiques, les agents, les populations-cibles ou les méthodes d'intervention du secteur social, et excluant l'aménagement, l'urbanisme, le travail, l'ergonomie, le médical, l'épidémiologique, la justice et l'éducation ;
- les études doivent être réalisées sur un terrain limité et porter sur une situation naturelle, « par opposition avec les recherches expérimentales, ou en laboratoire » ;
- elles sont finalisées dans l'action, par des recommandations, des propositions ou des expériences-pilotes ; et
- elles intègrent « une dimension de collaboration/association/participation de chercheurs et de non-chercheurs » : elles sont le produit d'un « collectif de recherche », participant à certaines, voire à toutes les phases du travail. Il est crucial pour la définition des « non-chercheurs » qu'elle inclue indifféremment les praticiens sociaux, les décideurs politico-administratifs, les usagers

ou les citoyens.

La méthodologie de recherche implique ainsi un positionnement théorique avec des critères clairs, valables — et arbitraires : une définition très large de la participation, dichotomique quant à la recherche (« traditionnelle » s'oppose à « action sociale »), et étroite quant au social, c'est-à-dire orientée clairement vers un enjeu de définition professionnelle d'un groupe restreint, les travailleurs sociaux...

La structure du travail est celle d'une recherche-inventaire, encadrée dans une réflexion qui oriente le travail empirique, et qui l'utilise comme matière additionnelle de réflexion. Le noyau apparent du travail est une analyse de 120 documents, parmi lesquels l'auteur fait un choix. Il en retient 83 : les 43 qui s'attribuent eux-mêmes un vocable qui les distingue de la recherche traditionnelle, 55 qui après examen répondent à la totalité des critères de l'auteur. Il en ajoute 19 autres, fournis par les commanditaires, qui répondent au moins à quatre de ses cinq critères. Le total de 83 est défini comme formé par ces trois sous-ensembles, qui ne sont pas cependant mutuellement exclusifs (un document pouvant appartenir à plus d'un sous-ensemble). Les classifications successives des travaux génèrent 26 tableaux, des tableaux univariés de fréquences, exprimées en pourcentages pour la plupart.

Nous pouvons résumer brièvement les constatations principales générées par l'inventaire. Les travaux se concentrent sur l'étude des populations utilisatrices. Les commanditaires et les producteurs sont des organisations professionnelles qui incluent des chercheurs « attirés » ou recourent à eux ; l'analyse des sources de financement semble confirmer cette tendance, même si l'analyse institutionnelle est difficile à faire en dehors du contexte des institutions françaises. Le discours de légitimation des travaux semble pencher vers le parti pris de « mettre de la recherche dans son moteur » (expression citée par

l'auteur). Le concept de recherche utilisé de façon explicite dans les rapports semble favoriser « une démarche à vocation descriptive et empirique, sans détour théorique aucun » (p. 62) ; s'y ajoutent des termes variés, qui soulignent le caractère d'expérience-pilote ou d'expérience tout court, et d'autres qui soulignent le caractère participatif de l'action. La dominante est cependant le récit des expériences novatrices ou l'évaluation ou la promotion d'une mesure politique (pour presque 80 % des rapports).

Plusieurs tableaux, organisés sur la division chercheurs-non-chercheurs, montrent la présence discrète et continue des premiers dans la grande majorité des études, même si leur rôle est celui que l'auteur appelle « outil des acteurs ». Dans la définition conjointe d'une telle alliance de participants, l'auteur utilise la taxonomie de Dubost pour montrer la dominance massive (70 %) de recueils de données à vocation descriptive, avec un objectif mais sans hypothèse d'orientation ; les études concernées par « une logique de la preuve » ne représentent que 5 % du total. Quant au niveau action, les expériences novatrices, la justification des pratiques déjà en cours, et « l'amélioration de l'existant, le réformisme » représentent 65 % des travaux ; parmi ceux-ci 22 % ne contiennent pas de dimension action identifiable.

La logique de la structure est celle de l'identification de deux pôles : un pôle épistémologique, relié à l'implication dans la lecture de la réalité sociale et dans l'intervention sociale, et un pôle participatif ou interactif, dans lequel la recherche-action est « un espace de création pour des acteurs sociaux en interaction » (p. 32). Elle représente une stratégie de réflexion, qui s'appuie sur les multiples découpages de l'ensemble des travaux pour faire avancer la réflexion conceptuelle. Dans la mesure où le présupposé de la classification empirique est de considérer les travaux comme des unités comparables, la

réflexion taxonomique permet un avancement réel, une progression de l'analyse conceptuelle : chaque perspective d'interprétation génère une « coupe transversale », et celle-ci génère, à son tour, un éclairage nouveau de l'objet. À partir du travail social et de ses liens ambigus avec la recherche, surtout celle que l'auteur identifie comme « traditionnelle », une exploration assidue pour cerner une certaine spécificité consensuelle dans la « recherche-action » permet de faire avancer la réflexion sur l'évolution du social en tant qu'objet de connaissance, en tant que cible des intentions de changement social, et permet aussi de mieux situer l'évolution actuelle vers des buts plus modestes, circonscrits au développement local et dans lesquels la recherche des solidarités conviviales offre les fondements et la justification d'une qualification professionnelle. La réflexion globale complète ainsi une boucle, dans laquelle l'inventaire est le moyen et la recherche-action, telle que la définit l'auteur, l'analyseur du combat professionnel qui cherche une légitimation fondée sur une capacité de production de connaissances.

Le travail de Martin fait avancer la réflexion sur des facettes multiples d'une épistémologie sociale de la recherche-action sociale.

Science officielle et science alternative. On peut se demander jusqu'à quel point la recherche-action n'a pas construit son discours comme alternative à un monstre qu'elle a dû créer d'abord : celui de la science officielle, vrai menhir d'Obélix : une science « pure, libre, désintéressée », universelle, expérimentale, quantifiée, avec une orthodoxie immuable dans les temps et les contextes. Face à elle, la recherche-action semble emprunter à trois essais alternatifs : à la construction d'une science de classes, d'une science prolétarienne ; à la science d'une nationalité ou d'une région géographique, comme on l'a vu surtout dans le cas de l'Amérique latine ; et à une science locale, liée à un

contexte particulier. Dans ses efforts, la recherche-action semble essayer de récupérer le sens de la connaissance en tant que processus — et c'est une piste qui pourrait s'avérer très fructueuse à condition d'être suivie à un niveau proprement épistémologique, comme une épistémologie génétique — ce qui rend très difficile (et très inutile) de soutenir une différence essentielle entre la connaissance et l'action. Toute la tradition post-poperienne, surtout avec Polanyi et Campbell, a mené à des travaux comme ceux d'Argyris et de Schön, à la recherche du type de connaissance reliée à l'expérience directe et à l'action. Avec eux, nous pourrions reconnaître dans les professions les problèmes reliés au caractère fondamentalement tacite de la connaissance expérimentielle, au caractère nécessairement mystifié des connaissances consensuelles (parce que c'est dans cette création des mythes que réside le moyen de fusionner des expériences intimes dans des solidarités) et, finalement, aux exigences démystificatrices des connaissances critiques, plus aptes à résister à l'interpellation du groupe par d'autres et par la réalité objectivée.

Dans son esquisse de praxiologie implicite, le discours de la recherche-action reste imprégné d'une apologie de la valeur pratique de la connaissance, et de l'opposition de l'utile au théorique. Le problème d'une telle apologie est double. Dans le concret de l'histoire des idées, l'utilité sociale est un concept qui résiste mal aux critiques. Le caractère profondément pratique de l'astrologie et de l'alchimie n'a pas réussi à valider leurs bonnes intentions. De la même façon, le tsar Nicholas II n'a pas eu peur d'un traité abstrus sur le capital, et les citoyens d'Hiroshima n'ont pu percevoir la pertinence pour leurs vies des élucubrations d'un théoricien en physique nucléaire. Le jugement d'utilité est trop souvent myope ; le jugement d'inutilité est un jugement d'action, non pas du potentiel d'une connaissance. L'histoire des sciences, et surtout des scien-

ces sociales, est une histoire de la recherche de l'utilité sociale, et le positivisme est un choix malheureux d'ennemi à critiquer en tant que modèle de la « science pure ».

*Les forces temporelles et spirituelles de la société ont changé de mains. La force temporelle véritable réside aujourd'hui dans les industries et la force spirituelle dans les savants. Ces deux classes sont, en outre, les seules qui exercent sur l'opinion et sur la conduite du peuple une influence réelle et permanente (St-Simon).*

La recherche-action attribue aux acteurs concrets une réalité qu'elle nie aux acteurs proprement sociaux et l'apologie de cette réification peut être à la source de l'enjeu de la déqualification du social en tant qu'objet de connaissance scientifique et de la qualification des travailleurs sociaux en tant que professionnels, porteurs d'une action fondée sur un corpus de connaissances fiables. Un moment de désarroi théorique dans les sciences sociales affaiblit les garants intellectuels de l'action sociale et d'une profession fondée sur une telle garantie. La critique théorique du positivisme coïncide avec le triomphe de celui-ci dans la gestion du social : la recherche sociale est vidée de sa dimension théorique, et limitée à une sociographie utile, dans un quadrillage du social qui améliore les possibilités des gestionnaires d'imprimer sur lui les politiques qui dépendent de l'autorité politique. La science ne propose plus des projets de société : elle se limite aux simulations et aux vérifications de l'impact sur le social des décisions de ceux qui possèdent la légitimité politique pour agir au nom du social.

La négociation des qualifications réciproques des chercheurs, des administrateurs et des praticiens mène ainsi à une conception de la recherche qui se déplace du changement social au bon fonctionnement du social : la recherche est vue comme garantie que les trains arrivent à l'heure. Quand le changement social devient d'abord changement

micro-social, et après croissance ; quand la construction du socialisme devient « progressisme » ; quand l'expérimentation sociale devient expérience satisfaisante pour les participants, la recherche-action se vide de sens politique, et doit se justifier en termes d'efficacité. Si elle n'est pas une action politique ouverte et percutante, un combat formulé et mené en termes politiques, elle doit démontrer son potentiel comme source de connaissances nouvelles, explicites et vérifiables, qui se défendent par leur contenu plutôt que par leur modalité de production.

Dans la dégradation du social à l'informel, au tribal culturel et au local politique, dans la crise de la théorie et dans l'apogée du contrôle administratif de la production des savoirs, la recherche de Claude Martin illumine l'évolution du champ. Son travail enrichit la réflexion accumulée dans la littérature périphérique à la recherche-action proprement dite ; sa stratégie soulève deux questions finales.

La première est celle d'évaluer sa stratégie de relier trois problématiques : l'une est celle de la recherche-action, avec sa longue accumulation de connotations activistes et politiques contestataires ; la deuxième est le débat sur l'utilité sociale de la recherche sociale, et sur les systèmes d'orientation de celle-ci, à partir de la lecture des besoins institutionnels immédiats faite par des administrateurs ou par des chercheurs organiques à leur mission. Une troisième est l'analyse des efforts de qualification et de légitimation de la profession de travailleur social. Baliser un espace commun aux trois questions peut les mutiler toutes les trois, en les limitant à la région relativement étroite qu'elles partagent.

La deuxième question est celle de la recherche sur la recherche-action. Les travaux qui se sont accumulés dans les dernières années, les synthèses de synthèses et les recueils de recueils essaient de montrer une logique de production de connaissances et de défen-

214 dre la valeur scientifique de la recherche-action. Peut-être faudra-t-il bientôt se demander jusqu'à quel point cette opération, sympathique à la recherche-action mais périphérique à elle, réussit à la défendre contre ses « ennemis » extérieurs. Un enjeu encore plus fondamental est de réussir à changer sa logique interne, à rendre plus explicite un projet authentique de production de connaissances qui seraient aptes à améliorer la compréhension de l'action du social sur lui-même, aptes à communiquer au-delà du récit, de la description d'une expérience qui semble obsédée par le besoin de répondre à des contraintes encore extérieures (et souvent encore comprises comme « ennemies ») des administrateurs et des bailleurs de fonds. L'effort de l'auteur est louable, sa stratégie de réflexion théorique et de dialogue continu avec des données descriptives est fertile ; il reste encore à décider si le champ contient en soi une conscience de l'enjeu théorique sous-jacent, et la volonté de confronter les enjeux épistémologiques d'une construction de connaissances qui déborderaient « l'absence de volonté interprétative » (p. 72) constatée par l'auteur. La conclusion descriptive que « la recherche-action sociale est bien, avant tout, une démarche centrée sur l'action, ce qui correspond ici à la nature des demandes et aux acteurs qui les formulent, qu'ils soient praticiens ou décideurs », et que « les visées scientifiques et militantes sont elles-mêmes secondaires par rapport à ces principes directement utilitaires » (p. 67) paraît, malheureusement, adéquate quant au présent et laisse sceptique quant à la promesse future de poursuivre des études épistémologiques sur un terrain si fragile.